

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

TONNER DRONES

Société anonyme au capital de 7.408.185,26 euros
Siège social : 16, Avenue de l'Europe, Building SXB1 – 67300 Schiltigheim
530 740 562 R.C.S. STRASBOURG

AVIS AUX ACTIONNAIRES

ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (« BSA 2025-3 »)
A TOUS LES ACTIONNAIRES

Objet de l'insertion. — La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société TONNER DRONES (la « **Société** ») de l'émission et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris (i) des bons de souscription d'actions (« **BSA 2025-3** ») attribués gratuitement à tous les actionnaires de la Société et (ii) des actions nouvelles à provenir de l'exercice des BSA 2025-3.

I. CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE

Dénomination sociale – TONNER DRONES.

Forme de la Société – Société anonyme.

Objet social – La Société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- la prise de tous intérêts ou participations, en ce compris la détention partielle ou intégrale du capital, d'une ou plusieurs sociétés, par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, l'administration, la gestion, le contrôle, la cession, le regroupement et la mise en valeur desdits intérêts et participations ;
- la prise, l'acquisition, la gestion, location de tous biens immobiliers ;
- toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à toutes prestations de services de tout ordre et notamment les prestations de services dans le domaine de l'informatique, de la gestion administrative et financière, les ressources humaines, les systèmes d'information, l'organisation, la communication et le marketing ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés ou groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres, de droits sociaux ou instruments financiers, de fusion, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits, ou autrement ;
- toutes activités d'études techniques, de conseil, d'assistance, de maîtrise d'oeuvre, de fabrication, de distribution et de commercialisation, sous toutes formes, de tous systèmes téléopérés et services associés et notamment de drone à usage civil ; la conception et la fabrication de tous matériels électroniques, de toutes pièces en matériaux composites, et plus généralement de toutes pièces mécaniques ;
- toutes activités de prestation de services auprès de toutes entreprises, notamment toutes prestations d'ingénierie ;
- l'achat, la vente et plus généralement la distribution ou le négoce, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, de tous produits (et/ou services) en relation avec la microélectronique, la microinformatique, la visualisation et le modélisme ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, économiques, juridiques, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social visé ci-dessus ou tout autre objet similaire ou connexe de nature à favoriser directement ou indirectement l'objet de la société, son extension, son développement ou son patrimoine social.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Date d'expiration normale de la Société – La Société a été constituée pour une durée devant expirer le 7 mars 2110, sauf dérogation ou dissolution anticipée.

Montant du capital social – Le capital social est fixé à la somme de 7.408.185,26 €. Il est divisé en 592.654.821 actions de 0,0125 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Adresse du siège social – L'assemblée générale du 19 juin 2025 a décidé de transférer le siège social du « 16, Avenue de l'Europe, Building SXB1 – 67300 Schiltigheim » au « 27, Avenue de l'Opéra – 75001 Paris ». Les formalités afférentes à ce transfert de siège social sont en cours de réalisation.

Numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et à l'institut national de la statistique et des études économiques – 530 740 562 R.C.S. Strasbourg.

Législation applicable. — La Société est une société anonyme régie par la loi française.

Exercice social. — Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Avantages particuliers. — Néant.

Obligations convertibles en actions émises – Néant.

Autres obligations ordinaires antérieurement émises – La Société a émis 30.000 obligations ordinaires émises le 15 mai 2025 représentant un emprunt obligataire de 3.000.000 euros, arrivant à échéance le 31 décembre 2027 et portant intérêt de 3% par an.

Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques. — Toutes les actions de la Société sont des actions ordinaires sans droit ni avantage particulier. Sauf cas particuliers prévus par la loi, les actions entièrement libérées sont au nominatif ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les livres de la Société ou auprès d'un intermédiaire habilité. La Société ou son mandataire a la faculté de demander, à tout moment, dans les conditions prévues aux articles L.228-2 et suivants du Code de Commerce, l'identification des détenteurs de titres au porteur.

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code FR001400H2X4.

Cession et transmission des actions. — Les actions sont librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires.

La transmission des actions, quelque soit leur forme, s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Convocation et lieu de réunion des assemblées générales. – Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration ou, à défaut par les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Lorsque toutes les actions ne revêtent pas la forme nominative, préalablement aux opérations de convocation, la Société publie au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, trente-cinq (35) jours avant la réunion de l'assemblée générale, un avis contenant notamment le texte des projets de résolutions qui seront présentés à l'assemblée.

La convocation est effectuée quinze (15) jours avant la date de l'assemblée par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Les titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, sont convoqués par lettre ordinaire quinze (15) jours avant la réunion des assemblées. Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Accès aux assemblées – Pouvoirs. – Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles.

Toutefois, ce droit est subordonné à l'inscription en compte des actions nominatives et pour les actions au porteur, par la justification de l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième (3^{ème}) jour ouvré précédent l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 susvisé est constaté dans les conditions fixées à l'article R. 225-85, II du Code de commerce.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Quorum – Majorité. – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et ayant le droit de vote, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double à celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins.

Assemblée générale ordinaire. – L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Assemblée générale extraordinaire. – L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Droits et obligations attachés aux actions. – Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote informe la Société dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, à compter du franchissement de seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède. Cette information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils mentionnés ci-dessus.

La personne physique ou morale concernée informe également l'Autorité des Marchés Financiers, dans un délai et selon les modalités fixées par son règlement général, à compter du franchissement des seuils de participation de la moitié ou des dix-neuf vingtièmes du capital. Cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Droit de vote double. — Un droit de vote double à celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins.

Franchissement de seuils statutaires. — Néant.

Répartition des bénéfices et constitution des réserves. — Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

La perte, s'il en existe, est portée en report à nouveau pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à extinction.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves légales ou statutaires.

Répartition du boni de liquidation. — A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Bilan. — Le bilan annuel arrêté au 31 décembre 2024 est publié en annexe.

II. ORGANES SOCIAUX AYANT AUTORISE ET DECIDE L'EMISSION

Prospectus. — En application des dispositions de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** »), la présente émission ne donnera pas lieu à un prospectus approuvé par l'AMF, le montant total de l'offre est inférieur à 8 millions d'euros, calculé sur une période de 12 mois.

Assemblée ayant autorisé l'émission. — L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires lors de sa réunion du 19 juin 2025, dans sa 12^e résolution, a délégué au conseil d'administration, pour une durée de 26 mois à compter de ladite assemblée, à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'exception de la période d'offre publique initiée sur les actions de la société, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société à l'exclusion d'actions de préférence et (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions conféreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance, dans les conditions fixées par ladite résolution et notamment dans la limite d'un montant nominal de 8.000.000 €.

Décision du conseil d'administration ayant décidé l'émission. — En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'assemblée générale extraordinaire visée ci-dessus, le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 8 octobre 2025, a décidé l'attribution gratuite à l'ensemble des actionnaires de la Société de 592.654.821 BSA 2025-3 selon les modalités détaillées au présent avis.

III. CARACTERISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (« BSA 2025-3 »)

Bénéficiaires des BSA 2025-3. — Les BSA 2025-3 seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société, à raison d'un (1) BSA 2025-3 par action détenue, ce qui correspond à un maximum de 592.654.821 BSA 2025-3.

Les attributaires des BSA 2025-3 seront les actionnaires inscrits en compte sur la base des soldes EUROCLEAR arrêtés au jour précédant la date d'attribution, soit le 21 octobre 2025 au plus tard.

Nature, forme et délivrance des BSA 2025-3. — Les BSA 2025-3 seront délivrés, au choix de l'actionnaire, sous la forme nominative ou au porteur.

Cotation des BSA 2025-3. — Les BSA 2025-3 feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Growth Paris. Leur cotation est prévue le 22 octobre 2025 jusqu'au 29 décembre 2028, sous le code ISIN FR0014012ZX8.

Période d'exercice BSA 2025-3. — Les titulaires des BSA 2025-3 pourront les exercer et ainsi obtenir des actions Tonner Drones à compter du 22 octobre 2025 jusqu'au 29 décembre 2028 inclus.

Les BSA 2025-3 qui n'auraient pas été exercés au plus tard le 29 décembre 2028 à minuit seront caducs de plein droit et perdront toute valeur.

Tout exercice de BSA 2025-3 doit porter sur un nombre entier de BSA 2025-3 et ne peut pas être inférieur à 100.000 BSA 2025-3.

Parité d'exercice des BSA 2025-3 — Dix (10) BSA 2025-3 donnent le droit de souscrire une (1) action nouvelle de Tonner Drones d'une valeur nominale de 0,0125 €.

L'exercice de l'intégralité des BSA 2025-3 émis donnera ainsi lieu à la création de 59.265.482 actions nouvelles, représentant 10,00% du capital social de la Société à la date du présent avis, soit un montant nominal maximum d'augmentation de capital de 740.818,53 €, hors prime d'émission.

Prix d'exercice des BSA 2025-3. — 0,032 € par action nouvelle.

Le prix de souscription des actions de la Société émises sur exercice des BSA 2025-3 devra être intégralement libéré, au moment de l'exercice des BSA 2025-3, en numéraire, y compris, le cas échéant par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société dans les conditions prévues par la loi.

Pour exercer leurs BSA 2025-3, les titulaires devront en faire la demande auprès de l'intermédiaire chez lequel leurs titres sont inscrits en compte.

Produit brut en cas d'exercice de la totalité des BSA 2025-3. — En cas d'exercice de l'intégralité des BSA 2025-3, le produit brut de l'exercice des BSA 2025-3 serait de 1.896.495,42 €, soit une augmentation de capital d'un montant nominal de 740.818,53 €, assortie d'une prime d'émission d'un montant maximum de 1.155.676,90 €.

Suspension de l'exercice des BSA 2025-3. — En cas d'émission de nouveaux titres de capital ou de nouvelles valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi qu'en cas de fusion ou de scission, le conseil d'administration peut suspendre l'exercice des BSA 2025-3 pendant un délai qui ne pourra pas excéder trois mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre aux porteurs de BSA 2025-3 leurs droits à souscrire des actions nouvelles de la Société.

Dans ce cas, un avis sera publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) quinze jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension pour informer les porteurs de BSA 2025-3 de la date à laquelle

l'exercice des BSA 2025-3 sera suspendu et de la date à laquelle il reprendra. Cette information fera également l'objet d'un avis publié par Euronext Paris.

Maintien des droits des titulaires de BSA 2025-3. – A compter de l'émission des BSA 2025-3, le maintien des droits des titulaires de BSA 2025-3 sera assuré en procédant à un ajustement des conditions d'exercice des BSA 2025-3 conformément aux articles L. 228-98 à L. 228-106 du Code de commerce, si la Société procède à l'une des opérations suivantes :

- opérations financières avec droit préférentiel de souscription coté ;
- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions ;
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes par majoration de la valeur nominale des actions ;
- distribution de réserves ou de primes en espèces ou en titres de portefeuille ;
- attribution gratuite aux actionnaires de tout instrument financier autre que des actions de la société ;
- absorption, fusion, scission ;
- amortissement du capital ; ou
- modification de la répartition du bénéfice.

Cet ajustement sera réalisé de telle sorte qu'il égalise la valeur des titres qui aurait été obtenue en cas d'exercice des BSA 2025-3 avant la réalisation d'une des opérations susmentionnées et la valeur des titres qui sera obtenue en cas d'exercice après réalisation de ladite opération.

En cas d'ajustements réalisés conformément aux paragraphes 1) à 8) ci-dessous, le nouveau ratio d'attribution sera déterminé au centième d'action près (0,005 étant arrondi au centième supérieur). Les éventuels ajustements ultérieurs seront effectués à partir du ratio d'attribution qui précède ainsi calculé et arrondi. Toutefois, les BSA 2025-3 ne pourront donner lieu qu'à livraison d'un nombre entier d'actions, le règlement des rompus étant précisé ci-dessous.

- 1) En cas d'opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription coté, la nouvelle parité d'exercice sera égale au produit de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action après détachement du droit préférentiel de souscription} + \text{Valeur du droit préférentiel de souscription}}{\text{Valeur de l'action ex-droit de souscription}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du droit de souscription seront déterminées après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Growth Paris (ou sur tout autre marché réglementé ou régulé sur lequel l'action et le droit de souscription pourraient être tous les deux cotés à la suite d'un transfert) pendant toutes les séances de bourse incluses dans la période de souscription.

- 2) En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, la nouvelle parité d'exercice sera égale au produit de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Nombre d'actions composant le capital après opération}}{\text{Nombre d'actions composant le capital avant opération}}$$

- 3) En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes, réalisée par élévation de la valeur nominale des actions, la valeur nominale des actions que pourront obtenir les porteurs de BSA 2025-3 qui les exerceront sera élevée à due concurrence.

- 4) En cas de distribution de réserves ou de primes en espèces ou en titres de portefeuille, la nouvelle parité d'exercice sera égale au produit de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action avant la distribution}}{\text{Valeur de l'action avant la distribution diminuée de la somme distribuée ou de la valeur des titres remis par action}}$$

Pour le calcul de ce rapport :

- la valeur de l'action avant la distribution sera déterminée après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Growth Paris (ou tout autre marché réglementé ou régulé sur lequel l'action serait cotée à la suite d'un transfert) pendant trois (3) séances de bourse consécutives choisies par la Société parmi les quarante qui précèdent le jour de la distribution.
 - S'il ne s'agit pas de titres déjà admis aux négociations sur un marché réglementé ou régulé avant le jour de la distribution, leur valeur sera déterminée après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé ou régulé sur lequel ils sont cotés, pendant trois (3) séances de bourse consécutives choisies par la Société parmi les quarante qui suivent le jour de la distribution ou, si un tel calcul n'est pas possible, leur valeur sera déterminée par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.
- 5) En cas d'attribution gratuite d'instrument(s) financier(s) autre(s) que des actions de la Société, la nouvelle parité d'exercice sera égale :
- a) si le droit d'attribution d'instrument(s) financier(s) fait l'objet d'une cotation sur le marché Euronext Growth Paris (ou tout autre marché réglementé ou régulé sur lequel l'action serait cotée à la suite d'un transfert), au produit de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

Valeur de l'action ex-droit d'attribution
augmentée de la valeur du droit d'attribution

Valeur de l'action ex-droit d'attribution

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du droit d'attribution seront déterminées après la moyenne des premiers cours cotés sur le marché Euronext Growth Paris (ou sur tout autre marché réglementé ou régulé sur lequel l'action et le droit de souscription seraient tous les deux cotés à la suite d'un transfert) de l'action et du droit d'attribution pendant les dix premières séances de bourse au cours desquelles l'action et le droit d'attribution sont cotés simultanément. Dans l'éventualité où ce calcul résulterait de la constatation de moins de cinq cotations, il devrait être validé ou évalué par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.

- b) si le droit d'attribution d'instrument(s) financier(s) n'est pas coté par Euronext sur le marché Euronext Growth Paris, ni sur un autre marché réglementé ou régulé, au produit de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

Valeur de l'action ex-droit d'attribution augmentée
de la valeur du ou des instruments financiers attribués par action

Valeur de l'action ex-droit d'attribution

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du ou des instruments financiers attribués par action, si ce ou ces derniers sont cotés sur un marché réglementé ou régulé, seront déterminées après la moyenne des premiers cours cotés de l'action et du ou des instruments financiers attribués par action pendant les dix (10) premières séances de bourse consécutives suivant la date d'attribution au cours desquelles l'action et le ou les instruments financiers attribués par action sont cotés simultanément. Si un tel calcul n'est pas possible, la valeur de l'action ex-droit sera calculée comme ci-avant et la valeur du ou des instruments financiers attribués par action sera déterminée par un expert indépendant de réputation internationale choisi par la Société.

- 6) En cas d'absorption de la Société par une autre société ou de fusion avec une ou plusieurs autres sociétés dans une société nouvelle ou de scission, l'exercice de BSA 2025-3 donnera lieu à l'émission d'actions de la société absorbante ou nouvelle.

La nouvelle parité d'exercice sera déterminée en corrigeant la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport d'échange des actions Tonner Drones contre les actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés bénéficiaires de la scission. Ces sociétés seront substituées de plein droit à Tonner Drones pour l'application des stipulations destinées à réserver, le cas échéant, les droits des porteurs de BSA 2025-3 en cas d'opérations financières et, d'une façon générale, pour assurer le respect des droits des porteurs de BSA 2025-3 dans les conditions légales, réglementaires et contractuelles.

- 7) En cas d'amortissement du capital, les nouvelles bases d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital sont calculées en tenant compte du rapport entre le montant par action de l'amortissement et la valeur de l'action avant amortissement. Cette valeur est égale à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de l'amortissement.
- 8) En cas de modification de la répartition des bénéfices, les nouvelles bases d'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital sont calculées en tenant compte du rapport entre la réduction par action du droit aux bénéfices et de la valeur de l'action avant cette modification. Cette valeur est égale à la moyenne pondérée de cours des trois (3) dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de la modification.

Dans l'hypothèse où la Société réaliserait des opérations pour lesquelles un ajustement n'aurait pas été effectué au titre des opérations (1) à (8) précisées ci-dessus et où une législation ou une réglementation ultérieure prévoirait un ajustement, ou dans l'hypothèse où une législation ou réglementation ultérieure modifierait les ajustements prévus, la Société procédera à cet ajustement conformément aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et aux usages en la matière sur le marché français.

Le conseil d'administration rendra compte des éléments de calcul et des résultats de l'ajustement dans le premier rapport annuel suivant cet ajustement.

Règlement des rompus. – Tout porteur de BSA 2025-3 exerçant ses droits au titre des BSA 2025-3 pourra souscrire un nombre d'actions nouvelles de la Société calculé en appliquant au nombre de BSA 2025-3 présents la parité d'exercice en vigueur. Lorsqu'en raison de la réalisation de l'une des opérations mentionnées au paragraphe précédent, le titulaire de BSA 2025-3 les exerçant aura droit à un nombre d'actions nouvelles formant « rompu », il pourra demander qu'il lui soit attribué :

- soit le nombre entier d'actions nouvelles immédiatement inférieur ; dans ce cas, il lui sera versé par la Société une soulte en espèce égale au produit de la fraction d'action formant « rompu » par la valeur de l'action. La valeur de l'action sera évaluée sur la base du premier cours coté de l'action de la Société sur Euronext Growth ou sur tout autre marché sur lequel les titres de la Société seront cotés lors de la séance de bourse précédant la date de dépôt de la demande d'exercice des droits attachés au BSA 2025-3 ;
- soit le nombre entier d'actions nouvelles immédiatement supérieur, à la condition de verser à la Société une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire ainsi demandée, évaluée sur la base prévue à l'alinéa précédent.

Information des porteurs de BSA 2025-3 en cas d'ajustement. – En cas d'ajustement, les nouvelles conditions d'exercice seront portées à la connaissance des titulaires de BSA 2025-3 issus de la présente émission au moyen d'un avis publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO).

Le conseil d'administration rendra compte des éléments de calcul et des résultats de l'ajustement dans le premier rapport annuel suivant cet ajustement.

Achats par la Société et annulation des BSA 2025-3 – La Société se réserve le droit de procéder à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à des achats en bourse ou hors bourse de BSA 2025-3, ou à des offres publiques d'achat ou d'échange de BSA 2025-3. Les BSA 2025-3 achetés en bourse ou hors bourse ou par voie d'offres publiques, cesseront d'être considérés comme étant en circulation et seront annulés, conformément à l'article L. 225-149-2 du code de commerce. En cas de rachat hors bourse de BSA, la Société désignera un expert indépendant chargé d'émettre une opinion permettant de se prononcer sur la valorisation du bon, l'intérêt social de l'opération pour la Société et l'intérêt de l'opération pour les porteurs de bons, en chiffrant l'avantage en résultant pour les porteurs, et qui comprendra une conclusion sur le caractère équitable de la parité.

Représentant de la masse des porteurs de BSA 2025-3 – Conformément à l'article L.228-103 du Code de Commerce, les porteurs de BSA 2025-3 seront groupés en une masse jouissant de la personnalité civile et soumise à des dispositions identiques à celles qui sont prévues, par les articles L.228-47 à L.228-64, L.228-66 et L.228-90.

En application de l'article L.228-47 du Code de Commerce, est désigné représentant unique titulaire de la masse des porteurs de BSA 2025-3 (le « **Représentant de la Masse des Porteurs de BSA 2025-3** ») : Mr. Jelle Ypma.

Le représentant de la masse des Porteurs de BSA 2025-3 aura, sans restriction ni réserve, le pouvoir d'accomplir au nom de la masse des porteurs de BSA 2025-3 tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de BSA 2025-3.

Il exercera ses fonctions jusqu'à sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de BSA 2025-3 ou la survenance d'une incompatibilité. Son mandat cessera de plein droit à l'issue d'une période de deux mois à compter de l'expiration de la période d'exercice. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

Modifications des caractéristiques des BSA 2025-3. – L'assemblée générale des porteurs de BSA 2025-3 de la Société peut modifier les termes des BSA 2025-3 à la majorité des deux tiers des porteurs de BSA 2025-3 présents et représentés, sous réserve que la ou les modifications votées soient également approuvées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société, dans le cadre d'une résolution distincte pour laquelle les actionnaires porteurs de BSA ne prendront pas part au vote et ne seront pas pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutes modifications du contrat d'émission susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des BSA 2025-3 (prorogation de la période d'exercice, modification du prix d'exercice, de la parité d'exercice, etc...) donneront lieu à l'établissement d'un rapport d'expert sur les conséquences de cette modification et, notamment, sur le montant de l'avantage en résultant pour les porteurs de BSA 2025-3 qui sera soumis à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs de BSA 2025-3.

Autres marchés et places de cotation. – Néant.

Modalités d'exercice des BSA 2025-3. – Pour exercer leurs BSA 2025-3, les titulaires devront en faire la demande auprès de l'intermédiaire chez lequel leurs titres sont inscrits en compte et devront se libérer du montant de leur souscription. Uptevia assurera la centralisation de ces opérations.

Cotation et nature des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA 2025-3. – Les actions nouvelles qui résulteront de l'exercice des BSA 2025-3 seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes de la Société. Elles seront, dès leur admission aux négociations sur Euronext Growth, assimilées aux actions anciennes de la Société.

Elles seront ainsi négociées sous le même code ISIN que les actions existantes de la Société, soit ISIN FR001400H2X4.

Les actions résultant de l'exercice des BSA 2025-3 seront soumises à toutes les stipulations statutaires et porteront jouissance à compter de leur émission. En conséquence, elles donneront droit à l'intégralité de toute distribution décidée à compter de leur date d'émission.

Tribunaux compétents. – Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

IV. CARACTERISTIQUES DES ACTIONS NOUVELLES A EMETTRE SUR EXERCICE DES BSA 2025-3

Date d'émission des actions nouvelles. – Les actions nouvelles seront émises au fur et à mesure de l'exercice des BSA 2025-3 entre le 22 octobre 2025 et le 29 décembre 2028.

Nombre d'actions nouvelles émises – À titre indicatif, l'exercice de l'intégralité des BSA 2025-3 émis donnera ainsi lieu à la création de 59.265.482 actions nouvelles, représentant 10,00% du capital social de la Société à la date du présent avis, donnant lieu à la constatation d'un produit brut maximum à provenir de l'exercice des BSA 2025-3 de 1.896.495,42 € (dont 740.818,53 € de valeur nominale et 1.155.676,90 € de prime d'émission).

Cotation et nature des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA. – Les actions nouvelles qui résulteront de l'exercice des BSA seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes de la Société. Elles seront, dès leur admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, assimilées aux actions anciennes de la Société.

Les actions nouvelles issues de l'exercice des BSA 2025-3 feront l'objet de demandes périodiques d'admission aux négociations sur Euronext Growth Paris et seront négociables sur la même ligne que les actions anciennes existantes. Elles seront ainsi négociées sous le même code ISIN que les actions existantes de la Société, soit ISIN FR001400H2X4.

Dilution – Un actionnaire qui détiendrait 1,00% du capital de la Société préalablement à l'attribution des BSA 2025-3, et qui déciderait de ne pas exercer les BSA 2025-3 reçus dans le cadre de la présente opération verrait sa participation au capital passer à 0,84% en cas d'exercice de la totalité des BSA 2025-3.

Date de jouissance – Les actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA 2025-3 porteront jouissance courante et seront inscrites sur la même ligne de cotations que les actions existantes.

Forme – Les actions nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des détenteurs.

Négociabilité des actions nouvelles – Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital social de la Société. Les actions nouvelles seront donc librement négociables.

Tribunaux compétents. – Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition

Le président directeur général
Monsieur Diede van den Ouden

ANNEXE : Bilan social au 31 décembre 2024 (En Euros)

	31/12/2024			31/12/2023	Ecart N/N-1	
	Brut	Amort.	Net	Net	Euros	%
Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement	10 855	10 855				
Frais de développement						
Concessions, brevets et droits similaires	31 520	7 886	23 634	17 217	6 417	37,27
Fonds commercial (1)	2 006 110	2 006 110				
Autres immobilisations incorporelles	3 518 292	3 518 292				
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			2 985		-2 985	-100,00
Autres immobilisations corporelles	314	314		268 795	-268 795	-100,00
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations financières (2)						
Participations mises en équivalence						
Autres participations	1 761 657	1 170 829	590 828	2 807 230	-2 216 402	-78,95
Créances rattachées à des participations	280 921	280 921		20 587	-20 587	-100,00
Autres titres immobilisés	508 759	248 622	280 138	280 467	-329	-0,12
Prêts						
Autres immobilisations financières	45 256		45 256	45 204	52	0,12
TOTAL II	8 183 687	7 243 831	939 856	3 442 485	-2 502 629	-72,701
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Matières premières, approvisionnements	91 279	91 279		370 759	-370 759	-100,00
En-cours de production de biens						
En-cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis	733 560	733 560		212 181	-212 181	-100,00
Marchandises				21 599	-21 599	-100,00
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances (3)						
Clients et comptes rattachés	1 095 006	1 032 014	62 992	250 342	-187 350	-74,84
Autres créances	345 688	46 299	299 389	365 664	-66 275	-18,12
Capital souscrit – appelé, non versé	0		0	0		
Valeurs mobilières de placement	426	426		45	-45	-100,00
Disponibilités	362 397		362 397	154 217	208 180	134,99
Charges constatées d'avance (3)	6 733		6 733	485 580	-478 846	-98,61
TOTAL III	2 635 089	1 903 578	731 511	1 860 386	-1 128 875	-60,68
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)	11 110		11 110	363 400	-352 290	-96,94
Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GENERAL (I+II+IV+V+VI)	10 829 886	9 147 408	1 682 477	5 666 271	-3 983 793	-70,31
(1) Dont droit au bail						
(2) Dont à moins d'un an	3 001					
(3) Dont à plus d'un an						

	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net	Ecart N/N-1	
			Euros	%
CAPITAUX PROPRES				
Capital (dont versé : 3 039 111 €)	3 039 111	143 803	2 895 308	NS
Primes d'émission, de fusion, d'apport	57 483 150	58 225 240	-742 090	-1,27
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserve légale	102 296	102 296		
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	231 517	231 517		
Report à nouveau	-60 803 577	-52 996 332	-7 805 246	-14,73
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-5 369 216	-10 748 625	5 109 409	47,54
Subventions d'investissements				
Provisions réglementées				
TOTAL I	- 5 586 720	- 5 044 101	-542 619	-10,76
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées	18 942	64 178	-45 236	-70,49
TOTAL II	18 942	64 178	-45 236	-70,49
PROVISIONS				
Provisions pour risques	120 000	232 080	-112 080	-48,29
Provisions pour charges				
TOTAL III	120 000	232 080	-112 080	-48,29
DETTES (1)				
Dettes financières				
Emprunts obligataires convertibles		1 744 509	-1 744 509	-100
Autres emprunts obligataires	2 160 550	2 021 600	138 950	6,87
Emprunts auprès d'établissements de crédit	18 795	18 800	-5	-0,03
Concours bancaires courants	1 849	2 722	-874	-32,10
Emprunts et dettes financières diverses	2 896 713	2 085 992	810 720	38,86
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes d'exploitation				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	625 086	1 440 598	-815 511	-56,61
Dettes fiscales et sociales	117 534	426 614	-309 080	-72,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	280 416	373 888	-93 472	-25,00
Autres dettes	1 021 574	2 299 390	-1 277 815	-55,57
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance (1)				
TOTAL IV	7 122 517	10 414 113	-3 291 596	-31,61
Ecarts de conversion passif (V)	7 738		7 738	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 682 477	5 666 271	-3 983 793	-70,31
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	5 161 434	10 414 113		